

Le Soir d'Algérie - Espace «Corruption» - E.mail : soircorruption@gmail.com

ORGANE NATIONAL DE PRÉVENTION ET DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Protocole d'accord de coopération avec le ministère des Finances

L'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption (ONPLC) a procédé jeudi dernier à la signature d'un protocole d'accord de coopération dans le domaine de la lutte contre la corruption avec le ministère des Finances au siège de l'institution, sis 14 rue Souidani-Boudjemaâ, à El-Mouradia.

Un protocole d'accord dans le domaine de la prévention et de la lutte contre la corruption a été signé jeudi à Alger entre le ministère des Finances et l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption (ONPLC).

Le document fixant les conditions de coopération entre les deux institutions a été signé par le secrétaire général du ministère des Finances, Miloud Boutaba, et son homologue de l'ONPLC, Mustapha Chabane, en présence du président de cette instance nationale, Mohamed Sebaïbi. Ce protocole d'accord s'inscrit dans le cadre de la loi du 20 février 2006 relative à la prévention et la lutte contre la corruption qui charge l'organe de renforcer la coordination intersectorielle et d'assurer le suivi des activités et actions engagées sur le terrain.

Il détermine les mesures et les mécanismes qui accompagnent les demandes réci-

proques formulées aussi bien par les structures du ministère des Finances que par l'organe national portant sur des actions de sensibilisation et de formation des agents publics, sur des actions relatives aux déclarations de patrimoine et aux conflits d'intérêts ainsi que sur la cartographie des risques. La coopération porte aussi sur des actions coordonnées pour engager en commun la réflexion sur l'étude et l'adoption des thèmes en rapport avec la corruption et l'échange d'informations et d'expertise.

Dans son intervention, Mohamed Sebaïbi a indiqué que ce protocole d'accord de coopération vise à mettre en relief «les actions découlant de la convention des Nations unies contre la corruption et de la loi du 26 août 2010 relative à la prévention et à la lutte contre la corruption et les textes subséquents y afférents».

Transparence dans les marchés publics

Ce cadre prévoit également la mise en place d'une cellule présidée par les secrétaires généraux du ministère des Finances et de l'ONPLC dont les missions sont le suivi, la mise en œuvre et l'évaluation des résultats et propose toutes les mesures de nature à améliorer l'efficacité, a-t-il ajou-

té. La référence à la loi du 26 août 2010 (en fait, il s'agit d'un amendement à celle du 20 février 2006) traite des marchés publics, point essentiel pour le ministère des Finances et ses démembrements de wilaya.

L'article 9 de cette loi précise que «les procédures applicables en matière de marchés publics doivent être fondées sur la transparence, l'intégrité, la concurrence loyale et des critères objectifs.

A ce titre, elles contiennent, notamment, la diffusion d'informations concernant les procédures de passation de marchés publics ; l'établissement préalable des conditions de participation et de sélection ; l'insertion de la déclaration de probité dans la passation des marchés publics ; des critères objectifs et précis pour la prise de décisions concernant la passation des marchés publics ; l'exercice de toute voie de recours en cas de non-respect des règles de passation des marchés publics».

DÉCLARATION DU PATRIMOINE DES MINISTRES



«Pour rappel, le chef de l'Etat avait procédé le 14 septembre dernier, dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions de la Constitution, à la nomination de la composante de l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption.

Constitutionnellement, l'organe a pour mission, notamment, de proposer et de contribuer à animer une politique globale de prévention de la corruption, consacrant les principes de l'Etat de droit et reflétant l'intégrité, la transparence ainsi que la responsabilité dans la gestion des biens et des deniers publics», explique la même source.

L'organe est une autorité administrative indépendante jouissant de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Il exerce les missions prévues par l'article 20 de la loi n° 06-01 du 20 février 2006, relative à la prévention et à la lutte contre la corruption, complétée.

LSC

SOUS «CONTRAT» AVEC UN MILLIARDAIRE LIBANAIS EXERÇANT DANS LE SECTEUR DU PÉTROLE

Un ancien Premier ministre français, candidat aux élections présidentielles, intermédiaire d'entreprises étrangères, algériennes notamment

Selon des révélations de l'hebdomadaire français *Le Canard enchaîné* (édition du 22 mars 2017), le candidat du parti «Les Républicains» aux élections présidentielles, François Fillon, ancien Premier ministre (2007-2012), aurait fait se rencontrer un milliardaire libanais et le président russe lors du Forum économique international de Saint-Petersbourg en

2015. Ce candidat aurait reçu en contrepartie 50 000 dollars en 2015, après avoir signé, via sa société de conseil, un contrat avec l'entreprise de ce milliardaire libanais, Fouad Makhzoumi.

Selon cette convention de sept pages, consultée par *Le Canard enchaîné*, il s'engageait à «jouer les entremetteurs» auprès d'hommes d'influence et

de responsables d'entreprises russes, algériennes, gabonaises, ivoiriennes et françaises».

Outre cette somme, le contrat prévoyait un intéressement pour chaque marché conclu. Basée à Dubaï, aux Emirats arabes unis, la société présidée par ce milliardaire libanais, FPI (Future Pipe Industries), «figure parmi les leaders mondiaux de la fourniture

de pipelines». L'entrepreneur libanais a créé de nombreuses sociétés offshore immatriculées dans les Caraïbes, notamment au Panama et aux îles Vierges britanniques, tout au long des années 1990 et 2000.

Certaines d'entre elles sont toujours actives. L'une de ces sociétés écrans, domiciliée au Panama entre 1990 et 1998, a pour nom «Oil Services and Suppliers Inc». M. Makhzoumi fut impliqué dans un scandale de corruption au Royaume-Uni — lequel déboucha, en 1995, sur la démission forcée de l'ex-député conservateur Jonathan Aitken, devenu ministre de la Défense, et sa condamnation pour parjure en 1999.

Corruption dans le secteur de la viande au Brésil, premier fournisseur de l'Algérie

L'Union européenne (UE), la Chine, la Corée du Sud et le Chili ont décidé d'interrompre les importations de viande issue des entreprises mises en cause dans la fraude économique et sanitaire. L'Algérie vient de faire de même. Le scandale de la viande avariée mais requinquée par des produits chimiques dangereux afin d'être acheminée dans des conteneurs frigorifi-

ques vers ses clients finaux, au Brésil comme à l'étranger, a éclaté le 17 mars 2017.

Des multinationales de la viande ont maquillé des produits dont la date de péremption était dépassée, falsifié les dates de consommation sur les étiquettes, injecté des substances interdites dans des saucisses.

Le Brésil est le premier fournisseur de viande de l'Algérie.

Le président de la Cour des comptes en fonction depuis mars... 1995 !

Le président de la Cour des comptes, âgé de 78 ans, est en poste depuis mars... 1995 ! Nommé le 20 mars 1995, il vient d'entamer sa 23^e année de règne et rien n'indique que son départ à la retraite soit proche. Il détient le record de longévité des grands commis de l'Etat à la tête d'une institution aussi importante.

Djilali Hadjadj